

Venezuela : la crise vue d'en bas

vendredi 17 mai 2019, par [FUENTES Federico](#), [Green Left Weekly](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2019).

Quelques heures à peine après que le chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaidó ait appelé à des mobilisations de rue pour soutenir sa tentative de coup d'État militaire contre le président Nicolás Maduro le 30 avril, ses partisans ont pillé et incendié le siège de la commune d'Indio Caricua, dans le sud-ouest de Caracas. Le bâtiment était utilisé pour les réunions de résidents locaux et abritait une entreprise textile gérée par la commune, qui finance des projets dans la communauté.

Atenea Jiménez, du Réseau national de Comuneros (militants des communes) a déclaré : « Une fois de plus, des attaques contre les communes par des secteurs fascistes ont commencé. » Elle a également noté toutefois que les comuneros « faisaient face à des persécutions de la part du gouvernement », en référence à l'arrestation du 23 mars et à la détention de 10 jours qui ont duré 71 jours des militants qui occupaient une usine de transformation du riz dans l'Etat de Portuguesa, pour dénoncer le fait que les gestionnaires privés embauchés pour gérer l'entreprise refusaient de travailler avec des producteurs locaux. Selon Jiménez, « la commune est le seul espace qui conteste le pouvoir... c'est l'un des rares espaces authentiques à construire soi-même pour la construction d'une démocratie directe ».

Puissance de la base

Les communes vénézuéliennes cherchent à réunir des conseils communaux regroupant 200 à 400 familles urbaines et 20 à 50 familles rurales pour s'attaquer à des problèmes tels que le logement, la santé, l'éducation et l'accès aux services de base dans la communauté locale. Les décisions concernant les problèmes à hiérarchiser et la manière de les résoudre sont prises au sein d'assemblées de citoyens. L'idée de la commune est que les communautés locales entreprennent des projets plus importants et deviennent autonomes grâce aux entreprises possédées et gérées par la communauté. L'ancien président Hugo Chavez considérait les communes comme la pierre angulaire d'un nouvel Etat communal fondé sur l'autogestion et la démocratie participative.

Selon le ministère des Communes, il y a actuellement plus de 47 000 conseils communaux enregistrés et près de 3 000 communes. Selon Jimenez, « Le mouvement comunero implique des communes qui se sont consolidées au cours des 10 dernières années. Au cours de la dernière période période, de nouvelles communes ont vu le jour, des avancées intéressantes ont eu lieu et, bien sûr, des communes sont tombées à l'eau. Ce que nous avons, c'est la consolidation de 10 années de travail et une force basée sur la connaissance qu'il existe des problèmes, mais qu'ensemble, nous pouvons les résoudre par l'autogestion.

Autogestion

Gus Garcia, de la commune socialiste d'Altos de Lidice, qui réunit sept conseils communaux sur le flanc de la colline de Caracas à La Pastora, explique que la commune avait vu le jour parce que les conseils de communautés locales ont réalisé qu'ils partageaient les mêmes problèmes. Selon lui, la commune « ne consiste pas simplement à se rassembler pour résoudre les problèmes, nous voulons aller au-delà pour construire une véritable autonomie gouvernementale » ». Alors que Garcia reconnaît que les chavistes (partisans de Chavez) ont été au cœur de la création des communes, la

commune Altos de Lidice comprend également des habitants opposés à Maduro : « Il y en a beaucoup qui sont mécontents, il y a beaucoup d'opposition. Et pourtant, ils s'impliquent dans la dynamique de la commune ; ils ne le rejettent pas, ils l'acceptent et petit à petit, ils comprennent que, ensemble, nous pouvons faire plus. Ils voient que si nous ne venons pas ensemble, nous souffrirons tous les deux. Il faut donc être patient et se comprendre ».

Dans le quartier voisin du 23 de Enero, la commune de Panal 2021, regroupant huit conseils communaux et environ 3 600 familles, est un exemple du type d'autonomie locale envisagée par de nombreux citoyens. Cucaracho, un militant de Panal 2021, explique que la commune a commencé par des collectes de fonds par le biais de tirages au sort et d'activités. La commune a traversé une période de cogestion, recevant des fonds publics pour des projets, et est désormais autogérée. Panal 2021 dispose de ses propres boulangeries, d'une usine de conditionnement de textile et de sucre et d'un centre de stockage et de distribution de produits alimentaires. Le produit de ces entreprises gérées en commun est déposé dans une banque communale, les assemblées de citoyens décidant du mode de répartition des fonds pour les projets communautaires. La capacité de Panal 2021 à générer ses propres revenus, à l'instar de la plupart des communes existantes, a été la clé de son existence. Avec le début de la crise économique, l'État a en grande partie cessé de transférer des fonds aux communautés locales.

Julian, du courant révolutionnaire de Bolivar et de Zamora, un courant radical au sein du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela), estime que cela a eu un impact sur le niveau d'organisation de la communauté. « Lorsque le gouvernement finançait des projets, cela créait certaines attentes et encourageait la participation, car les gens estimaient que leurs problèmes pourraient être résolus. L'erreur était que l'accent était mis sur la promotion de la participation initiale alors que l'attention était moins portée sur le renforcement de la capacité des communautés à s'auto-organiser. Les communes les plus actives aujourd'hui sont celles qui n'ont pas grand-chose à voir avec le gouvernement et le [PSUV] ne les contrôle pas ».

Tensions

Produire et distribuer de la nourriture pour répondre aux besoins des communautés en temps de crise est devenu une priorité pour de nombreuses communes, y compris à Caracas. Panal 2021 s'est associé à des communes rurales pour apporter de la nourriture en ville et la vendre à des prix beaucoup moins chers que les supermarchés privés.

Selon Jimenez, de nombreuses communes font de même : « il existe des systèmes d'échange de nourriture et de services entre communes, qui fonctionnent à différents niveaux de complexité mais qui s'améliorent ». Malgré - ou peut-être à cause de - son importance, la production et la distribution de produits alimentaires ont été un point de tension essentiel entre l'État et le mouvement comunero.

Il y a plusieurs années, le réseau national des communes a transmis à Maduro une proposition visant à créer une entreprise communautaire à l'échelle nationale pour la production et la distribution de produits alimentaires. L'idée était que toutes les communes et les campesinos puissent distribuer leurs produits via un système contrôlé par le peuple plutôt que par des intermédiaires privés, afin de garantir une alimentation bon marché à ceux qui en avaient besoin. Pour Jimenez, « notre vision pour l'entreprise est que tout ce qui est produit à la campagne doit être distribué et non pas perdu, et qu'après cela, nous pouvons importer ce que nous ne pouvons pas produire - et non l'inverse ». Au lieu de cela, le gouvernement a mis en place les comités locaux de distribution et de production alimentaires, les CLAP. Jimenez remarque que « ceux qui produisent, les campesinos et les comuneros, n'ont pas été inclus » dans le processus de formation des CLAP. Au lieu de cela, ces comités sont en grande partie contrôlés par les responsables locaux du PSUV et « tout ce qui est

distribué via les CLAP est importé ». « On met de côté les organisations qui existent car elles sont plus difficiles à contrôler, car dans une commune, une proposition doit être débattue en assemblée, alors qu'avec les CLAP, vous pouvez simplement dire aux gens quoi faire ».

Dans la pratique, cela signifie que dans de nombreuses communautés, les CLAP ont surpassé les communes en tant que centre d'organisation de la communauté, selon Julian. « Ce n'est pas que les autres structures n'existent pas, c'est que la structure la plus dynamique est la CLAP, car l'accès à la nourriture est le problème le plus important pour beaucoup. Dans certains cas, les CLAP ont affaibli les communes et je pense que cela a été délibéré parce que les CLAP répondent au parti, mais pas les communes. Le parti n'a jamais joué un rôle clé dans la promotion des communes et des conseils communaux, à l'exception de quelques endroits. Cela a créé une tension entre le mouvement comunero, d'une part, et le parti et les autorités locales, de l'autre, qui ne veulent pas transférer des responsabilités telles que la collecte des ordures à Caracas, car dans de nombreux cas, c'est une entreprise. Aujourd'hui, on constate que la forte culture rentière et clientaliste qui existe a fait que les gens se sont tournés vers les CLAP, qui étaient financés et soutenus par le gouvernement, et ont transformé les CLAP en centre d'organisation dans de nombreux endroits. »

Face à l'État

Garcia estime que « l'État n'a pas la capacité de résoudre tous les problèmes, étant donné le gâchis actuel Et pourtant, le gouvernement ne veut pas lâcher les rênes pour que les gens puissent résoudre leurs problèmes. Malgré toutes ses faiblesses et ses échecs, c'est notre État, c'est notre gouvernement. Dans le même temps, nous devons lutter. Nous n'allons pas le nier. Nous sommes cependant conscients que seul ce gouvernement peut nous permettre de faire ce que nous faisons avec les communes. Avec un autre gouvernement, nous n'aurions pas cette possibilité, encore moins avec le type de gouvernement de droite que Guaido veut installer avec son coup d'Etat » En attendant, il constate que le niveau élevé d'organisation communautaire développé au cours des deux dernières décennies ne va pas disparaître. Il y a encore beaucoup de force, un haut niveau d'organisation. Où que vous regardiez, vous trouverez une commune, une coopérative, une sorte de comité ou d'organisation. Cet immense esprit de participation existera toujours et ce sera un problème pour tout gouvernement qui essaiera de le démanteler ».

Federico Fuentes Green Left Weekly (AU)

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[Federico Fuentes](#), extraits d'un article paru dans Greenleft Weekly, 13 mai 2019

<https://www.greenleft.org.au/glw-authors/federico-fuentes>

Version française — Plateforme Altermondialiste
<http://alter.quebec/venezuela-la-crise-vue-den-bas/>